

CARTIER

G

## Sciences humaines

LE DEVOIR

CONGRÈS

2008



L'Université de la Colombie-Britannique

SOURCE: UNIVERSITÉ DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

## La recherche scientifique doit profiter à tous

«Avons-nous besoin d'une autre étude sur Emmanuel Kant?»

La recherche? On est «pour». Le design d'une nouvelle aile d'avion? Et voici les millions pour mettre en forme un nouveau profilé qui fera économiser une centaine de litres d'essence lors d'une traversée transatlantique. Le malaise d'un patient en attente d'une chirurgie? On verra: n'y a-t-il pas des services qui s'occupent déjà de tels cas? Les sciences humaines, dont un congrès universitaire se tient présentement à Vancouver, font toujours leur vieux slogan bien connu au Québec: «La personne avant toute chose».

NORMAND THÉRIAULT

autre étude sur Emmanuel Kant?»

Les chercheurs en sciences humaines, c'est bien connu, sont les éternels rechigneurs de la chose académique. Ils n'auraient jamais assez d'argent et ils en font régulièrement la preuve quand ils établissent le déséquilibre actuel entre le total des subventions gouvernementales accordées au secteur des sciences dites pures et appliquées, que ce soit en santé ou en robotique, et celles qui sont attribuées aux sciences présentées comme humaines, qu'elles traitent de sociologie ou de la pensée ordinaire. Toutefois, même parmi eux, il se trouvera des tenants d'une recherche plus concrète, car, comme le disait déjà Alain Létourneau, professeur et directeur du département de philosophie de l'Université de Sherbrooke: «Avons-nous besoin d'une

Cette étude existerait-elle qu'elle est peu susceptible de déloger des manchettes certaines liaisons extraconjugales ou intraconjugales et autres aventures de la chose publique. En fait, à l'exception de deux petites pages dans un cahier spécial du *Monde*, du *New York Times*, voire de ce journal, il est peu probable que les radios et les télé locales consacrent du temps d'antenne à ce monde et mode de pensée, d'autant plus que les derniers jours de cet Emmanuel Kant ont été vécus en sa propre demeure et non dans une salle d'urgence quelconque.

Aussi, en cette ère des communications, en ces temps de *branding* et autres *ing*, ces mesures nécessaires pour faire connaître à tous et toutes le tout et le rien, les universitaires prêchent la nécessité d'établir sur la place publique la validité et la pertinence de leurs travaux. L'ancienne rectrice de

l'UQAM se fait cependant l'apôtre d'un rapprochement entre le besoin de recherche et la divulgation des résultats obtenus: «Je pense que les chercheurs, à certaines étapes de leur travail, devraient avoir le souci de faire en sorte que leur réflexion soit accessible à un groupe plus large», déclare Danielle Laberge. Et elle en fait la preuve pour un domaine précis: «Ca s'est beaucoup fait dans les études féministes qui mettent en lien des groupes de femmes qui ne sont pas universitaires, mais qui sont actives dans la société.»

D'hier à aujourd'hui

Les premières universités étaient humanistes. À l'époque, au lointain Moyen Âge, à la Renaissance, au temps de la Révolution industrielle, les chirurgiens ne valaient pas mieux que les barbiers, et les experts en technologie étaient au mieux des artisans: la société accordait une plus grande place au poète qu'à un compagnon d'un corps de métier et considérait que la médecine était un aussi grand mal que la peste qu'on tentait d'éradiquer. Un Nostradamus est ainsi mieux connu comme fumiste que comme membre de la faculté de Montpellier.

La revanche des scientifiques a toutefois été bien réelle. Le monde devenant technique, devenant économique, établissant ainsi le concret comme pierre d'assise de toute évaluation d'une action, on

est ainsi arrivé à renverser les principes qui animaient l'université initiale: du fait d'être au service des idées, elle en est devenue un outil de développement, le terme ayant ici une forte connotation de rentabilité des résultats.

L'université du grand nombre

Pourtant, ces héritiers des «arts libéraux», ils sont majoritaires en nombre dans l'institution universitaire. Au dernier congrès de l'Acfas, tenu à Québec au début de mai, leurs communications ont accaparé 90 % des 5000 qui au total y furent prononcées. À Vancouver, pour le présent Congrès de la Fédération canadienne des sciences humaines (FCSH), ils seront 9000 à s'y rendre, de sorte que plus de 150 événements y seront tenus simultanément, et ce, à chaque moment des jours forts de cette rencontre qui se déroule jusqu'au 8 juin prochain. La FCSH ne regroupe-t-elle pas 66 associations de recherche établies dans 73 universités?

Mais il faut, même chez les universitaires, accepter de vivre dans le monde actuel. Le thème retenu pour le présent congrès reflète d'ailleurs le fait que, en temps de mondialisation, le travail en vase clos n'a plus sa place: il faut donc «penser sans frontières» et avoir en mémoire que «idées mondiales = valeurs mondiales».

Toutefois, pas question pour au-

tant d'abandonner ce qui constitue le fondement même des sciences humaines. On parlera donc de valeurs, de comportements, de «morale», en bref, de la personne en activité et en société. Et, comme le fait remarquer Margaret Somerville, professeure d'éthique à l'université McGill, on mettra à l'occasion quelques bémols, voire tentera aussi d'imposer quelques contraintes pour limiter les débordements dont le monde utilitaire ne s'offusque en rien, au nom du besoin de découvrir et, osons le dire, de la recherche du profit. Le travail sur les embryons se fait ainsi sans souvent tenir compte des valeurs en jeu: «Quand on perd une approche morale autour d'une science en émergence, dira donc celle qui a le titre de Samuel Gale Professor of Law, il devient très difficile de poser des limites sur celle-ci et il est certainement encore plus difficile d'y arriver d'un point de vue éthique.»

À Vancouver, donc, si on parle du Nord, ce n'est pas pour décrire ses ressources pétrolières ou aurifères, si on descend dans les villes, c'est pour voir les conséquences de l'activité boursière, et non se limiter aux seuls profits générés pour les actionnaires. Bref, on joue le même vieux jeu: le jeu de ceux et celles qui sont des «empêcheurs», de ceux qui croient que le progrès n'a de sens que s'il bénéficie à tous et toutes.

Le Devoir



NATHALIE DES ROSIERS

La présidente élue de la Fédération canadienne des sciences humaines est fin prête pour la grande rencontre de Vancouver

Page 2



STEPHEN TOOPE

Le nouveau président de l'Université de la Colombie-Britannique se félicite que son établissement se compte parmi les trois grandes universités du Canada

Page 3

TRANSFERT DES CONNAISSANCES

Pour que la recherche soit accessible au plus grand nombre

Page 2

CONSEIL DE RECHERCHE EN SCIENCES HUMAINES DU CANADA

La recherche doit être évaluée selon son impact sur la scène internationale

Page 4

FEMMES DE LETTRES

«En Angleterre, à la Renaissance, la traduction avait un rôle idéologique très important»

Page 5

L'University of British Columbia est fière de présenter le Congrès des sciences humaines 2008

en partenariat avec la Fédération canadienne des sciences humaines

www.ubc.ca



## SCIENCE HUMAINES

Fédération canadienne des sciences humaines

# Tout ciblage thématique « compromet en fin de compte la qualité de la recherche fondamentale au Canada »

Les délégués présents à Vancouver échangeront sur le thème de la mondialisation du savoir et des valeurs

La Fédération canadienne des sciences humaines (FCSH) fait la promotion de la recherche en sciences humaines au Canada, veille à sa diffusion et favorise les échanges interdisciplinaires, indique la présidente élue de l'organisme, Nathalie Des Rosiers.

BRIGITTE SAINT-PIERRE

Le congrès des sciences humaines qui commence aujourd'hui à Vancouver permettra à des chercheurs canadiens de différentes disciplines d'échanger sur un même thème, soit celui de la mondialisation du savoir et des valeurs, souligne la présidente élue de la Fédération canadienne des sciences humaines (FCSH), Nathalie Des Rosiers, doyenne de la section de droit civil de la faculté de droit de l'Université d'Ottawa.

«Le congrès permet de prendre connaissance de la recherche qui se fait partout au Canada. Pour un chercheur, c'est l'occasion de se faire connaître, de se faire critiquer aussi», mentionne en riant Mme Des Rosiers, ajoutant que la confrontation des idées contribue à l'avancement du savoir. Le congrès permet également aux

délégués de rencontrer des collègues et de nouer des collaborations avec d'autres chercheurs.

Cette année, l'Université de la Colombie-Britannique est l'hôte du congrès, qui se déroulera jusqu'au 8 juin. Les organisateurs attendent plus de 10 000 délégués, du Canada ou d'ailleurs dans le monde. Des chercheurs des différentes provinces canadiennes prennent part au congrès. S'assurer que les Québécois soient bien entendus constitue toutefois un défi pour la FCSH, indique Mme Des Rosiers. En raison des budgets limités pour les déplacements dans les universités, certains d'entre eux peuvent avoir tendance à privilégier le congrès de l'Acfas (Association francophone pour le savoir) plutôt que celui de la FCSH, mentionne-t-elle.

Le congrès des sciences humaines comprend certaines activités ouvertes au grand public.

Margaret Somerville, éthicienne, Richard W. Pound, président sortant de l'Agence mondiale antidopage, Stevie Cameron, journaliste, Richard Florida, professeur d'université, et André Pratte, éditeur en chef de *La Presse*, font partie des conférenciers invités. La plupart des associations de recherche membres de la FCSH mettent par ailleurs au point une programmation qui leur est propre.

## Promotion et diffusion

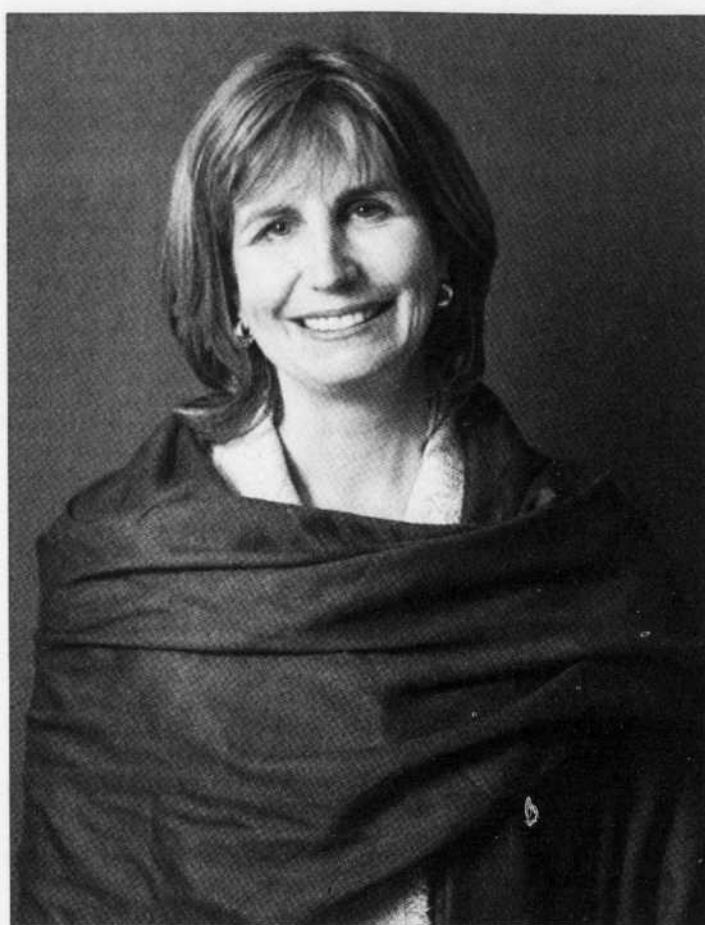
La FCSH est en quelque sorte «la voix des sciences humaines du Canada», mentionne Mme Des Rosiers. Elle regroupe 66 associations de recherche et 73 universités et collèges et représente au total «plus de 50 000 chercheurs-boursiers, étudiants et praticiens de toutes les régions du Canada». Elle fait la promotion de la recherche en sciences humaines, met en lumière son importance pour la société et intervient auprès du gouvernement fédéral à ce sujet.

La Fédération organise six fois l'an des petits déjeuners-causeries sur la Colline parlementaire à Ottawa, à l'attention des parlementaires, des hauts fonctionnaires, du grand public et des médias. «Cela permet de faire connaître des chercheurs, leurs idées et l'importance de leurs recherches», affirme Mme Des Rosiers.

La FCSH octroie également des subventions pour la commercialisation et la promotion d'ouvrages savants dans le cadre du Programme d'aide à l'édition savante (PAES), financé par le Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH). Ce soutien financier permet de publier des ouvrages qui ne pourraient pas l'être autrement, étant donné la taille limitée du marché canadien, indique Mme Des Rosiers. La Fédération décerne également chaque année les Prix du livre savant.

## L'argent, toujours le nerf de la guerre

L'un des enjeux de la recherche en sciences humaines est son financement, dit Mme Des Rosiers. «Le financement au CRSH est toujours précaire», affirme-t-elle. La présidente élue de la FCSH indique que le financement



SOURCE UNIVERSITÉ D'OTTAWA  
Nathalie Des Rosiers, doyenne de la section de droit civil de la faculté de droit de l'Université d'Ottawa

de la recherche en sciences humaines n'a pas été réduit ces dernières années, mais que, en raison de l'augmentation du nombre des demandes de subventions, il est désormais plus difficile d'en obtenir qu'auparavant. Elle rappelle que la recherche en sciences humaines est beaucoup moins financée qu'en sciences naturelles, en génie ou en sciences de la santé.

Dans le budget 2008, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il accorderait des fonds supplémentaires aux conseils subventionnaires fédéraux pour soutenir la recherche dans des domaines jugés prioritaires. Le CRSH recevra ainsi un financement additionnel de «12 millions de dollars par année pour la recherche contribuant à accroître la compréhension des effets de l'environnement sur la vie

des Canadiens et des besoins en matière de développement social et économique des collectivités du Nord». La présidente de la FCSH, Noreen Goffman, s'est réjouie de l'augmentation de 12 millions du budget du CRSH, tout en disant craindre que «ce type de ciblage thématique compromette en fin de compte la qualité de la recherche fondamentale au Canada».

La FCSH estime en outre que la contribution de la recherche en sciences humaines devrait être clairement reconnue et appuyée dans le cadre de la stratégie «Réaliser le potentiel des sciences et de la technologie au profit du Canada» du gouvernement fédéral. Dans un mémoire présenté en janvier au Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie sur cette stratégie, elle a fait valoir

que «l'avenir économique et social du Canada repose tout autant sur ses sciences humaines que sur ses sciences naturelles, sciences du génie et sciences de la santé».

## La recherche est un « bien public »

La Fédération veut par ailleurs favoriser le libre accès à la recherche ainsi que la diffusion de ses résultats sans frais dans Internet. Dans un énoncé de politique, elle mentionne que la «justification derrière le libre accès au matériel savant repose sur la croyance que les recherches universitaires et l'érudition constituent un bien public qui s'inspire librement des travaux d'autrui pour sa production et sera en retour librement utilisé par les autres pour mettre en valeur cette connaissance».

La FCSH estime que ce principe devrait en particulier s'appliquer à la recherche financée par des fonds publics. Le libre accès est susceptible d'augmenter la diffusion et la portée des recherches, souligne la Fédération. «En faisant tomber les obstacles financiers spécifiques liés aux abonnements aux revues, l'information électronique peut s'acquitter de sa promesse de rendre la connaissance plus accessible partout dans le monde, aidant du même coup à réduire le fossé numérique qui sépare les pays riches des pays pauvres», fait-elle valoir. Deux moyens sont proposés: les revues en libre accès et l'auto-archivage des écrits. Plusieurs obstacles existent, indique toutefois Mme Des Rosiers. «Dans la mesure où les revues savantes ont besoin d'abonnements pour survivre, elles ne sont pas beaucoup incitées à permettre aux chercheurs de diffuser les résultats de leurs recherches dans Internet en libre accès et en temps opportun», mentionne-t-elle. La FCSH prône ainsi une approche souple et progressive.

«Penser sans frontières. Idées mondiales: valeurs mondiales» est le thème rassembleur retenu pour le 77<sup>e</sup> Congrès de la Fédération canadienne des sciences humaines, qui se tient à l'Université de la Colombie-Britannique jusqu'au 8 juin.

Collaboratrice du Devoir



CHRIS WATTIE REUTERS  
Le village d'Iqaluit, au Nunavut. Parmi les domaines jugés prioritaires par les conseils subventionnaires fédéraux figure l'évaluation des besoins en matière de développement social et économique des collectivités du Nord.

## Transfert des connaissances

# Pour des résultats de recherche plus accessibles

L'ancienne rectrice de l'UQAM prône un enseignement de haut niveau dès le premier cycle universitaire

Le transfert des connaissances entre les chercheurs universitaires et monsieur et madame Tout-le-monde est un des chevaux de bataille de Danielle Laberge, ex-rectrice de l'UQAM et professeure de sociologie. Le 26 mai dernier, lors d'une table ronde organisé par le Conseil de recherche en sciences humaines à Vancouver, elle a défendu haut et fort l'importance de la recherche dans le processus de circulation des idées au sein de la société.

DAPHNÉ CAMERON

«Les gens ne mesurent pas toujours à quel point ils sont alimentés, dans leur quotidien, par des réflexions dites plus théoriques ou fondées sur la recherche», souligne Danielle Laberge, l'ancienne rectrice de l'UQAM. Dans la société, les gens ont souvent l'impression qu'ils sont tous des psychologues, des sociologues ou des économistes, ce qui n'est pas faux parce qu'on a tous une expérience quotidienne de ça, mais en même temps il faut un savoir qui est plus systématique, plus formalisé et surtout plus testé.»

L'importance de mettre le savoir à l'épreuve est saisie plus difficilement par la population lorsqu'il est question de sciences humaines, croit-elle. «On connaît mieux cette question-là lorsqu'on aborde la technologie ou les sciences dites exactes, mais les sciences humaines ont un rôle extrêmement important dans la compréhension des sociétés et dans l'amélioration du bien-être collectif. C'est souvent négligé, tenu pour acquis.»

## Une recherche au quotidien

Selon la chercheuse, c'est ce qui explique en partie pourquoi l'obtention de subventions est beaucoup plus difficile dans son domaine. «Tout le monde tient pour ac-

quis que, si on travaille sur le cancer, on a besoin de laboratoires et de techniciens, alors qu'en sciences humaines on est assis dans notre petit coin et on pense tout seul. Ainsi, nos sujets de recherche sont toujours plus difficiles à défendre auprès des gouvernements parce que, à partir du moment où ces connaissances sont acquises, c'est comme si tout le monde l'avait toujours su.»

Le phénomène des gangs de rue, la délinquance juvénile, le rôle des femmes dans l'arène politique et so-

ciale, les dynamiques à l'école, l'homosexualité, la compréhension accrue qu'on a du suicide chez les jeunes... Pour Danielle Laberge, il y a un nombre incalculable d'exemples où la recherche en sciences humaines a servi l'avancement de la société québécoise. «Je pourrais nommer des dizaines de chercheurs dans seulement un de ces domaines-là qui ont contribué à poser le débat public et à l'amener plus loin.»

Il est donc essentiel de lancer la réflexion sur la pertinence de la recherche en sciences humaines. «Poser la question, c'est y répondre. Démontrer l'importance du transfert des connaissances vient expliquer, encore une fois, l'utilité, le caractère essentiel dans nos sociétés de ce genre de travaux.»

## Porosité entre l'université et la société

Si Danielle Laberge a décidé de participer à la réflexion entamée

par le Conseil de recherche en sciences humaines, c'est aussi pour insister sur l'importance de briser la frontière qui isole le chercheur dans sa tour d'ivoire et son sujet, la société.

«Il y a un travail de va-et-vient et de circulation entre les idées qui n'est pas toujours bien compris. On pense toujours que les choses sont simples dans le social, même si c'est probablement l'environnement le plus complexe à comprendre. La recherche universitaire, ce n'est pas un travail qui est unidirectionnel. L'activité quotidienne des groupes et des communautés alimente la recherche. En retour, la recherche renvoie une meilleure compréhension des activités humaines et sociales.»

A son avis, le chercheur a un rôle crucial à jouer dans la transmission des connaissances. «Je pense que les chercheurs, à certaines étapes de leur travail, devraient avoir le souci de faire en sorte que leur réflexion soit accessible à un groupe plus large, dit-elle. Ça s'est beaucoup fait dans les études féministes qui mettent en lien des groupes de femmes qui ne sont pas universitaires, mais qui sont actives dans la société.»

L'enseignement reste également un véhicule de choix dans la transmission des connaissances. «Le savoir ne reste pas figé. Une bonne université, c'est un établissement qui, même au premier cycle, enseigne ce qui est à la fine pointe des connaissances. Mais, pour être à la fine pointe des connaissances, il faut qu'on soit à jour en matière de compréhension des phénomènes, de débats théoriques et de développement méthodologique.»

Danielle Laberge croit qu'il y a néanmoins eu une nette amélioration de la perception du rôle de la



LAURENCE LABAT  
Danielle Laberge, ex-rectrice de l'UQAM et professeure de sociologie

recherche dans les dernières décennies. Les gens commencent à voir l'apport économique engendré par les centres de recherche. A son avis, un travail de sensibilisation auprès de la population, mais aussi auprès des élites politiques, reste à faire pour «gagner le peloton de tête».

«Si on recule de 40 ou 50 ans, les gens ne pensaient pas de la même façon et n'étaient pas aussi bien informés. Ils le sont maintenant, et le savoir universitaire y est pour quelque chose. La recherche, ce n'est pas un nouveau dogme, ce n'est pas une nouvelle religion, c'est quelque chose qui évolue, avec la société.»

Danielle Laberge interviendra lors d'un atelier présenté le mardi 3 juin, de 9h à 12h30, à l'Institut of Asian Research dans l'Édifice C.K. Choi. «La mobilisation des connaissances dans le cadre universitaire et au-delà» réunira aussi Alex Bennet, du Mount Quest Institute, Carole Lévesque, de l'INRS, Alan MacEachern, de l'Université Western Ontario, David Phipps, de York, Bill Reimer, de Concordia, et Gisèle Yasmien, du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada.

Collaboratrice du Devoir



JACQUES GRENIER LE DEVOIR  
«Une bonne université, c'est un établissement qui, même au premier cycle, enseigne ce qui est à la fine pointe des connaissances», explique Danielle Laberge.

## SCIENCE HUMAINES

Université de la Colombie-Britannique

# Une des trois grandes universités canadiennes, rien de moins!

« Il devient vital que les universités se développent en étroite collaboration avec leur ville »

Lorsqu'on songe à l'Université de la Colombie-Britannique (UBC) — qui accueille le 77<sup>e</sup> Congrès de la Fédération canadienne des sciences humaines — on a tout de suite en tête le cadre enchanteur des vastes forêts de la côte ouest bordées par les splendides Rocheuses et par le prodigieux Pacifique. C'est le cas de le dire, les campus de l'UBC ont de quoi faire rêver...

CLAUDE LAFLEUR

## De calibre mondial

Avec en prime la beauté du site qui l'accueille, l'Université de la Colombie-Britannique se perçoit davantage comme au cœur du monde moderne, à la jonction de l'Asie, en pleine expansion économique, et de la puissance géopolitique nord-américaine. Déjà avantageusement classée parmi les plus importantes universités du monde — notamment au 33<sup>e</sup> rang selon un palmarès britannique et au 36<sup>e</sup> selon un classement chinois — l'UBC a l'ambition de devenir l'un des centres universitaires les plus influents de la planète.



Stephen Toope, le nouveau président de l'UBC

C'est en effet la vision mise en œuvre par son nouveau président, Stephen Toope. « Un peu partout à travers le monde, dit-il, des visionnaires et des gouvernements savent que les sociétés qui réussiront à l'avenir reposeront sur la formation de personnes extrêmement qualifiées et sur la production de nouvelles idées et d'innovations issues de la recherche. Actuellement, les grands centres de créativité se trouvent à Boston, à Tokyo, à Londres et dans Silicon Valley. Ce qui les distingue, c'est la présence d'une ou de plusieurs universités de calibre mondial. Or, actuellement, le Canada ne compte aucune université de ce calibre, bien que deux ou trois en aient le potentiel. Et, bien sûr, l'une d'elles, c'est l'UBC! »

« Nous nous considérons en effet comme l'une des trois grandes universités canadiennes, confirme Richard Cavell, professeur d'anglais à l'Université de la Colombie-Britannique et responsable du volet académique du congrès des sciences humaines. Évidemment, chaque université a ses spécificités. Pour nous, je dirais que c'est d'être orienté vers l'Asie. Outre le fait que nous accueillons un grand nombre d'étudiants asiatiques, nous menons également d'importantes recherches concernant l'Asie, notamment dans notre Institut de recherche asiatique,

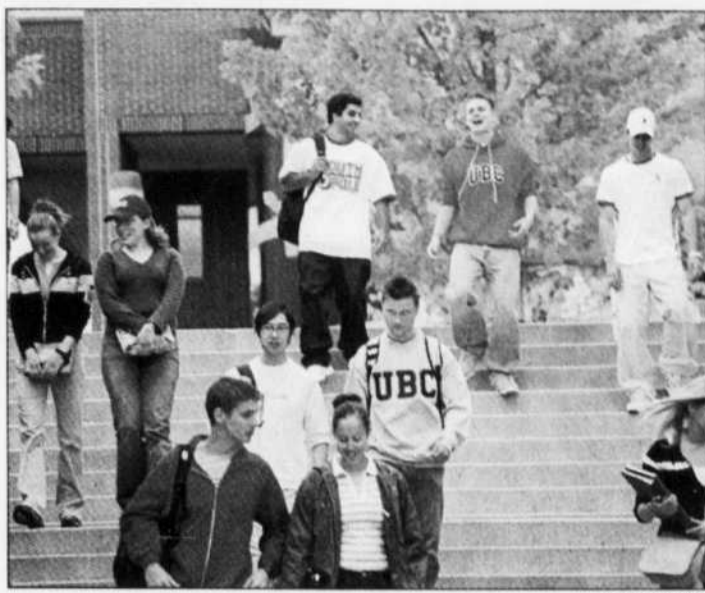
alors que nous publions le Journal of Pacific Studies. Nous sommes, à n'en point douter, influencés par notre situation géographique. »

De par sa taille, l'UBC se compare assez bien à l'Université de Montréal. Elle compte 47 600 étudiants, dont 5660 provenant de l'extérieur du Canada, et dispose d'un budget annuel de 1,6 milliard de dollars. En comparaison, l'Université de Montréal dessert 56 500 étudiants, dont 5700 étrangers, avec un budget de 1,2 milliard.

## Les universités face à la mondialisation

« Je pense que toutes les universités ressentent les conséquences de la mondialisation, poursuit Richard Cavell. Nous observons que nos étudiants proviennent d'un peu partout à travers le monde, comme c'est le cas pour toute université. » Autrement dit, les universités ne rivalisent plus seulement les unes avec les autres pour se partager la clientèle locale, mais elles doivent aussi attirer une bonne clientèle extérieure, non seulement afin d'assurer leur développement mais aussi pour s'enrichir sur le plan culturel et pour favoriser leur visibilité internationale.

« C'est donc dire que le défi pour toute université est de considérer le monde dans son ensemble, de voir que tout est lié, explique M. Cavell. La mondialisation nous oblige en outre à former nos étudiants afin qu'ils perçoivent que les enjeux locaux sont toujours reliés aux enjeux globaux. Je pense que c'est là l'un des premiers objectifs que poursuit notre président: former nos étudiants pour qu'ils deviennent de véritables citoyens du monde. »



L'Université de la Colombie-Britannique compte 47 600 étudiants et dispose d'un budget annuel de 1,6 milliard de dollars.

## L'avenir appartient aux villes du savoir

Le fait d'accueillir le congrès des sciences humaines s'inscrit particulièrement bien dans la stratégie de l'Université de la Colombie-Britannique, qui célèbre ses 100 ans cette année. « C'est extrêmement important puisque, premièrement, c'est le principal événement académique de notre centenaire, souligne M. Cavell. Mais, surtout, c'est le plus important rassemblement au monde de chercheurs œuvrant dans une foule de disciplines. »

En effet, le congrès rassemble environ 10 000 participants qui représentent 80 sociétés savantes couvrant aussi bien le développement international, les sciences politiques, les sciences

sociales, la littérature et la linguistique, la religion, l'éthique, etc. Ayant placé le congrès sous le thème « Penser sans frontières — Idées mondiales: valeurs mondiales », les organisateurs rappellent que 120 présentations de toutes sortes, en moyenne, auront lieu en même temps!

« C'est gigantesque! », s'exclame le responsable du volet académique du congrès. Saviez-vous que le Canada se distingue à ce chapitre? Nulle part ailleurs vous ne retrouverez un tel rassemblement. »

L'un des grands thèmes abordés lors du congrès sera, au dire M. Cavell, celui des relations entre la culture et l'économie, ou, plus précisément, « l'économie de la culture et l'économie du savoir ». L'un des principaux

conférenciers sera Richard Florida, économiste spécialisé dans le développement urbain qui enseigne à l'Université de Toronto. Auteur de plusieurs livres à succès, il croit que, à l'avenir, la puissance économique ne sera plus incarnée par les États et les régions riches en ressources naturelles, mais par les villes où vit une « classe de citoyens créatifs ».

« Le monde est en train de passer d'une économie basée sur les ressources naturelles à une économie reposant sur le savoir, explique M. Cavell. Et cette nouvelle économie s'articulera autour des grands centres du savoir — les villes — plutôt qu'autour des États ou des régions riches en ressources. »

C'est ainsi que le défi majeur de toute ville consiste à attirer des personnes hautement qualifiées et créatives. Or Florida prétend que celles-ci sont attirées par les villes où vit ce qu'il appelle la « classe créative », composée d'artistes, de créateurs, d'universitaires, de spécialistes des hautes technologies et à l'avant-garde des savoirs.

« Il devient donc vital que les universités se développent en étroite collaboration avec leur ville », résume Richard Cavell. Or c'est précisément ce que nous préconisons ici, à l'Université de la Colombie-Britannique. » Qui dit mieux?

« Crossing Borders, Contesting Values: Do Universities Matter? », une allocution de Stephen J. Toope, sera présentée le mardi 3 juin de 17h15 à 18h15 dans l'Édifice Life Sciences.

Collaborateur du Devoir

Du Vancouver High School à l'UBC

## McGill est à l'origine de l'Université de la Colombie-Britannique

La réputation prestigieuse de l'université McGill ne date pas d'hier. Déjà, au courant du XIX<sup>e</sup> siècle, plusieurs collèges canadiens se sont affiliés à l'établissement pour permettre à leurs étudiants de commencer leurs études universitaires dans leur région, pour ensuite aller les terminer à Montréal. Toutefois, à Vancouver, la collaboration est allée beaucoup plus loin. McGill a littéralement mis sur pied ce qui allait devenir l'Université de la Colombie-Britannique (UBC). Retour cent ans en arrière, avec l'historien Peter F. McNally.

MARTINE LETARTE

« D'abord, avant de regarder le rôle qu'a joué McGill dans la création de l'UBC, il faut savoir que la Colombie-Britannique a adopté une loi en 1890 pour ouvrir une université provinciale. Or, en raison du conflit qui a éclaté entre les villes de Vancouver et de Victoria pour accueillir la future université, elle n'a jamais vu le jour », indique d'emblée Peter F. McNally, directeur du projet d'histoire de McGill, invité à donner une conférence sur le sujet cette semaine lors du congrès annuel de la Fédération canadienne des sciences humaines.

En 1890, le Vancouver High School a ouvert ses portes, et en 1894, la province de la Colombie-Britannique a permis à ses quatre écoles secondaires de s'affilier à une université canadienne reconnue pour offrir une ou deux années d'études universitaires. Le Vancouver High School a choisi McGill, et ce n'est pas par hasard.

## Pourquoi avoir choisi McGill?

D'abord, il faut savoir que, lorsque l'entente a été signée en 1899 entre le Vancouver High School et l'université McGill, il y avait encore très peu d'universités au pays. « L'Université du Manitoba a été créée en 1877, mais elle a commencé à être vraiment fonctionnelle en 1920, alors que l'Université de l'Alberta a été créée en 1906 et l'Université de la Saskatchewan, en 1907 », indique M. McNally.

Dans le centre du pays, il y avait quelques universités, mais la plupart avaient des bases religieuses. « La Vallée était catholique romaine, Queen's était protestante, etc. La Colombie-Britannique savait à quel point ces établissements avaient des problèmes relatifs à la place du religieux dans l'université, alors elle a décidé de créer une seule université laïque pour la province. Dans cette optique, l'Université de Toronto aurait pu aider, mais, comme c'était une université provinciale, cela aurait été plus difficile. L'université McGill, également laïque, s'est donc révélée être le choix qui s'imposait », explique l'historien.

Finalement, l'association du Vancouver High School et de McGill a pris des proportions importantes. « Le Vancouver High School est d'abord devenu le Vancouver College of McGill University, puis, en 1906, la Colombie-Britannique a permis à McGill d'être officiellement présente dans la province. Le collège a alors pris le nom de McGill University College of British Columbia (MUCBC) », indique M. McNally.

## La création de l'UBC

Si tous ces changements ont suivi leur cours sans faire trop de vagues, c'était incontestablement le calme avant la tempête. « Une fois que McGill a officiellement ouvert son établissement à Vancouver, les élites locales ont compris l'énormité de ce qui venait de se passer. Elles avaient demandé à une université de Montréal de venir s'installer sur la côte ouest parce qu'elles avaient été incapables de parvenir à ouvrir elles-mêmes une université. Et McGill n'avait pas forcé les choses. Les gens de Vancouver lui avaient demandé de venir », explique M. McNally.

Rapidement, la grogne s'est fait sentir. « Les gens étaient un peu humiliés d'avoir eu à demander à McGill de venir s'établir dans l'Ouest. De plus, la Colombie-Britannique voulait sa propre université où l'on pourrait y compléter des programmes d'études entiers, et pas seulement y étudier un an ou deux », ajoute-t-il.

En 1908, la Colombie-Britannique a créé l'UBC, mais au départ, pour des raisons financières et politiques, l'université existait seulement sur papier. Le MUCBC a continué ses activités, mais McGill savait désormais que sa présence dans l'Ouest tirait à sa fin. « Et, contrairement à ce que plusieurs peuvent penser, McGill a très bien accepté de tirer sa révérence lorsque l'UBC est devenue vraiment fonctionnelle. L'UBC a pris les infrastructures, les professeurs et les étudiants du MUCBC. En fait, l'université est restée la même, seul le nom a changé. Et cela s'est bien passé, sans scandale ni problèmes. »

## Altruisme ou opportunisme?

Donc, McGill aurait été altruiste ou opportuniste en jouant un rôle important dans la fondation de l'UBC? « L'université a été à la fois altruiste et opportuniste, croit M. McNally. Ces deux termes vont ensemble. Si c'est bon pour nous et que c'est aussi bon pour vous, alors faisons-le! »

Evidemment, certains considèrent que la présence de McGill dans l'Ouest du pays était une forme d'impérialisme. « C'est une interprétation, indique M. McNally. Je dirais plutôt que c'était très flatteur et très prestigieux pour McGill d'aller s'installer en Colombie-Britannique. Cela était très bon également pour son image. McGill devenait, aux yeux de tous, un modèle de réussite. »

Evidemment, en offrant les deux premières années d'études du baccalauréat en Colombie-Britannique, McGill espérait aussi convaincre certains étudiants de venir terminer leurs études à Montréal. Ce qui s'est concrétisé dans plusieurs cas. Mais McGill voulait aussi aider, croit M. McNally.

« McGill avait de bons moyens financiers et était disposé à aider certains établissements en difficulté, ajoute-t-il. Pour McGill, c'était la chose à faire. C'était bon pour l'image, certes, mais son objectif était vraiment d'aider. Et je crois bien que c'est pour cette raison que, lorsque la Colombie-Britannique a été prête à fonder sa propre université, McGill l'a si bien acceptée et s'est simplement retiré de la province. »

Peter McNally présentera « McGill University's Role in the Founding of UBC: Altruism or Opportunism? » le lundi 2 juin, à 12h15, dans l'édifice Buchanan.

Collaboratrice du Devoir

Le Pr François Courcy cherche à comprendre les facteurs qui influencent les comportements de violence au travail.

**UNIVERSITÉ LEADER**  
**UNIVERSITÉ DE LEADERS**

Selon Research Infosource, l'Université de Sherbrooke se classe au 1<sup>er</sup> rang parmi les universités francophones canadiennes pour l'impact de ses publications scientifiques.

L'UdeS tient à rendre publiquement hommage à ses professeurs et professeurs de même qu'à leurs équipes de recherche qui, par leur talent et leur dévouement, contribuent concrètement à l'avancement des connaissances et à l'essor de notre société.

**UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE**  
www.USherbrooke.ca

## SCIENCE HUMAINES

Conseil de recherche en sciences humaines du Canada

# La recherche doit être évaluée selon son impact sur la scène internationale

*Ce qui menace les chercheurs québécois, c'est « le sous-financement des universités québécoises »*

Cela fait maintenant 30 ans que le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) soutient financièrement, par ses multiples programmes, la recherche en sciences humaines au Canada. Depuis 2005, le CRSH met en application un nouveau plan stratégique visant à mieux cibler ses interventions. Entretien avec son actuel président, M. Chad Gaffield.

PIERRE VALLÉE

Créé en 1977 par le gouvernement canadien, le CRSH avait pour mandat de soutenir mais aussi de promouvoir la recherche en sciences humaines. «*La chose-clé qu'il faut se rappeler, explique Chad Gaffield, c'est qu'à cette époque la communauté de chercheurs était plutôt modeste et se limitait à quelques grandes universités comme Laval ou McGill. La plupart des professeurs avaient été formés à l'étranger du pays, puisqu'on ne formait pas beaucoup d'étudiants ici aux deuxième et troisième cycles. Le CRSH a d'abord servi au développement d'une communauté de recherche.*»

L'émergence d'une communauté de recherche canadienne a aussi changé la façon de voir des chercheurs. «*Les chercheurs se servaient beaucoup d'expériences étrangères, donc d'études faites à l'étranger, pour essayer de comprendre des phénomènes qui se passaient ici. L'émergence d'une communauté de chercheurs au Canada a mis fin à cette colonisation et les chercheurs ont fait de la connaissance du Canada l'objet de leurs recherches. Aujourd'hui, les chercheurs canadiens rayonnent sur la scène internationale.*»

Historiquement, le Québec a toujours été un leader dans le domaine des sciences humaines. «*Le Québec a été la première et longtemps la seule province à avoir son propre programme de soutien financier à la recherche en sciences humaines, ce qui explique la force des sciences humaines au Québec et pourquoi le CRSH a fortement appuyé les meilleurs chercheurs québécois.*» Mais cela risque de ne plus être le cas. D'autres provinces, comme l'Ontario et la Colombie-Britannique, ont mis en place leurs propres programmes de soutien aux sciences humaines. «*Présentement, ce qui menace sérieusement les chercheurs québécois, ce ne sont pas les chercheurs*

*des autres provinces, mais plutôt le sous-financement des universités québécoises.*»

## Évolution de la recherche

Depuis la création du CRSH, la recherche en sciences humaines a évidemment évolué, bien que les disciplines scientifiques demeurent à peu près les mêmes, allant de l'histoire à la sociologie en passant par la psychologie et les études littéraires. L'approche par contre a changé. «*Aujourd'hui, la recherche se fait de plus en plus en équipe et de façon multidisciplinaire. Plusieurs chercheurs de différentes disciplines se réunissent pour étudier un phénomène. De plus, on a créé des centres de recherche qui permettent de regrouper les chercheurs.*»

Cela répond aussi aux sujets de recherche d'aujourd'hui, qui exigent souvent l'adoption de plusieurs perspectives avant qu'ils ne soient bien cernés. «*Prenons le cas de l'environnement. On peut l'approcher dans la perspective des sciences ou de la technologie. Mais on peut aussi l'approcher du point de vue de l'histoire ou de la philosophie.*» Idem pour l'informatique. «*La présence toujours plus importante de l'informatique dans nos vies a apporté d'importants changements culturels et politiques. Comment les comprendre, sinon par le biais des sciences humaines, car, après tout, l'informatique est un outil utilisé par des humains. Au cœur des sciences humaines, il y a des idées et des comportements. Et il y a les gens. Les sciences humaines permettent de lire et de contextualiser le comportement d'une société.*»

L'apparition de réseaux de recherche fait aussi partie de l'évolution des sciences humaines. «*Nous sommes vraiment dans un village global. Le débat scientifique a dépassé les frontières géopolitiques traditionnelles. On voit apparaître des réseaux de recherche internationaux ainsi que de nou-*



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Une partie du campus de l'université McGill, au centre-ville de Montréal. En 1977, «la communauté de chercheurs était plutôt modeste et se limitait à quelques grandes universités comme Laval ou McGill», rappelle Chad Gaffield, président du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH).

*veaux instruments, comme les grappes de recherche. De plus, le débat s'est déplacé des questions purement locales à des questions de nature internationale. Ainsi, il n'est plus question de solutions mur à mur, mais de solutions tenant compte des particularités d'un contexte.*»

De nos jours, les sciences humaines peuvent aborder divers sujets et proposer des pistes que l'on n'aurait jamais crues possibles il n'y a pas si longtemps. Par exemple, l'apport de la littérature dans le domaine de la santé. «*Une recherche a démontré que la lecture de certains romans et contes pouvait être bénéfique pour des personnes en période de convalescence. Ce projet a permis la mise en place d'un traitement biomédical, à base de lecture, supervisé par une spécialiste en littérature.*»

## Un nouveau plan stratégique

En 2005, le CRSH s'est doté d'un plan stratégique couvrant la période de 2006 à 2011. Ce plan vise trois objectifs: accroître la qualité, favoriser les liens et accentuer l'impact. «*En premier, il faut maximiser l'argent que nous avons. Comme on peut soutenir seulement un projet de recherche sur cinq, il faut donc miser sur la qualité et cibler l'excellence.*» De plus, le CRSH a choisi de faire davantage appel à des chercheurs étrangers pour l'évaluation des projets, afin que les projets soient de calibre international. «*Les chercheurs canadiens doivent être présents sur la scène internationale.*»

Les liens ne se limitent pas au seul réseautage des chercheurs en sciences humaines. «*Il faut s'ouvrir davantage et ne plus tra-*

*vailer en vase clos.*» Le CRSH encourage donc les chercheurs en sciences humaines à travailler de concert avec les chercheurs de disciplines scientifiques ou technologiques. De plus, le CRSH entend favoriser le renforcement des liens entre les chercheurs et la communauté. «*Par exemple, les chercheurs socio-économiques, lorsqu'ils se penchent sur le problème de la pauvreté, devraient travailler avec les organismes communautaires de lutte contre la pauvreté.*» Le transfert des connaissances doit aussi changer d'approche. «*Auparavant, le transfert de la connaissance se faisait de l'université vers la communauté. Mais aujourd'hui on doit aussi s'informer et s'inspirer de la communauté. C'est pourquoi je préfère parler de mobilisation de la connaissance plutôt que de transfert.*»

Évidemment, le CRSH soutient la valorisation de la recherche en sciences humaines, mais son plan stratégique lui permet d'aller plus loin et de poser la question de l'impact de la recherche en sciences sociales sur la société. «*Le défi consiste à mesurer cet impact. Il n'est pas linéaire, il est souvent complexe et les retombées positives sont souvent inattendues.*» Le CRSH tiendra un atelier sur le sujet lors du Congrès des sciences humaines à Vancouver et il entend soutenir des projets de recherche sur cette question.

Une réception soulignera le 30<sup>e</sup> anniversaire du CRSH à la Vancouver Art Gallery, le mercredi 5 juin, de 18h30 à 20h30.

Collaborateur du Devoir

## Université Laval

# Une faculté des lettres ouverte sur le monde

*« Nos chercheurs sont extrêmement actifs sur le plan international »*

Le congrès des sciences humaines qui se tient jusqu'au 8 juin à l'Université de la Colombie-Britannique est un prétexte idéal pour faire le point sur la faculté des lettres de l'université Laval, qui y enverra plusieurs de ses chercheurs et étudiants. Échanges avec Michel De Waele, vice-doyen à la recherche et aux ressources professorales de cette faculté ouverte sur le monde.

THIERRY HAROUN

«*La recherche est au cœur de nos priorités, note M. De Waele. Et évidemment la langue et le fait français en Amérique du Nord occupent une place prépondérante au sein de notre faculté.*» Vraiment? «*Écoutez, dans le préambule même du plan de développement en matière de recherche de l'université Laval, on insiste sur la recherche quant au fait français en Amérique du Nord, ce qui est en lien direct avec le fait que notre établissement est la première université francophone en Amérique.*» Logique...

De manière concrète, les quelque 140 professeurs-chercheurs, 200 chargés de cours et d'enseignement et 15 maîtres de langue de cette faculté enseignent à quelque 3700 étudiants du premier cycle et 800 étudiants des deuxième et troisième cycles.

La faculté des lettres, qui compte une centaine de programmes, abrite quatre départements, soit ceux d'histoire, d'information et de communication, de langues, linguistique et traduction ainsi que celui des littératures. À ces départements s'ajoutent l'École de langues ainsi qu'un programme en études internationales.

Elle regroupe aussi des centres de recherche, tels que le Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions, le Centre interdisciplinaire de recherche sur les activités langagières et le Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture québécoises.

De même, plusieurs chaires de recherche sont intégrées à la faculté, telles que la Chaire pour le développement de la recherche sur la culture d'expression française en Amérique du Nord, la Chaire de journalisme scientifique Bell Globemedia, la Chaire de recherche du Canada en littératures africaines et Fran-



ARCHIVES LE DEVOIR

Le pavillon Charles de Koninck de l'Université Laval, qui abrite la faculté des lettres

phonie, la Chaire de recherche du Canada en littérature contemporaine, la Chaire de recherche du Canada en histoire comparée de la mémoire et la Chaire de recherche du Canada en histoire et économie politique du Québec contemporain.

On ne s'étonnera pas non plus que cette faculté participe à des regroupements multifacultaires, parmi lesquels on compte le Centre interuniversitaire d'études québécoises, l'Institut d'études anciennes, l'Institut québécois des hautes études internationales et l'Institut sur le patrimoine culturel (*Le Devoir*, 26 avril 2008).

Voilà autant de lieux qui favorisent le partage des savoirs et qui, de fait, se répercutent sur ses acteurs. «*Nos chercheurs sont extrêmement actifs sur le plan international. La grande majorité d'entre eux profitent de subventions, que ce soit à titre individuel ou en équipe. Et nombre d'entre eux publient dans des revues et des maisons d'édition majeures au Québec, aux États-Unis et en Europe.*»

## L'argent, toujours l'argent

Reste que, dans une plus large perspective, M. De Waele admet que les sciences humaines sont les pa-

rents pauvres au titre des subventions. «*Il est évident que lorsqu'il y a un chercheur en médecine qui dit avoir besoin d'un équipement dispendieux, qui coûterait par exemple 50 000 dollars, visant à faire de la recherche sur le cancer, il part avec un préjugé favorable auprès des organismes subventionnaires et de la population générale. Je ne vous cacherai pas qu'un chercheur en sciences humaines est souvent confronté à des préjugés ou à des commentaires de la part du corps politique — députés et ministres inclus — du genre: "Bof, la recherche en archéologie et en histoire, ça tient du loisir, ce n'est pas de la recherche scientifique brevetée". Vous voyez un peu...*»

Plus encore. «*On entend aussi souvent dire que la recherche en sciences humaines n'a pas besoin de beaucoup d'argent puisque nous avons déjà nos livres et nos documents, et donc qu'on n'a pas besoin d'un équipement sophistiqué. Or les choses changent. Il y a de la recherche qui se fait au sein de notre faculté nécessitant des appareils de haute technologie, que ce soit des laboratoires de recherche en muséologie virtuelle et ainsi de suite. Nous avons des équipements qui valent beaucoup d'argent.*» En 2006-2007, les projets de recherche subventionnés au sein de cette faculté s'élevaient à près de cinq millions de dollars. Pour l'année en cours, la somme atteint près de 4,6 millions de dollars.

Autre chose. Les frais de déplacement des chercheurs sont considérables dans certains domaines, tient à rappeler M. De Waele. «*Écoutez, en archéologie par exemple, un secteur qui est très actif chez nous, soit dit en passant — que ce soit ici à Québec, en Islande et dans les pays scandinaves — eh bien il faut prévoir des dépenses assez importantes pour se rendre sur les lieux. Autre exemple, quand nos chercheurs doivent se déplacer dans le Grand Nord, il faut parfois nolisier des avions parce qu'il n'y a pas de services aériens sur une base régulière.*»

Enfin, cette difficulté de devoir faire des pieds et des mains pour obtenir des espèces sonnantes et trébuchantes en faveur de ceux et celles qui s'activent dans le vaste monde des sciences humaines n'est pas propre au Québec. «*C'est un problème, dit-il, que l'on retrouve au Canada et à l'échelle de la planète. On dirait que les sciences humaines et les sciences sociales doivent constamment justifier leur existence et leur importance dans l'évolution et le développement de la société.*» A bon entendre...

Collaborateur du Devoir

## SCIENCE HUMAINES

Bioéthique

# La grande dame de l'éthique propose « un voyage aux limites des valeurs qui nous divisent »

*Il faut conserver aux nouvelles sciences leur « contexte moral »*

Sur une planète où la science évolue à un rythme accéléré et où les sociétés se côtoient davantage dans toute diversité, des règles communes en matière d'éthique font surface. Il importerait d'en arriver à cette solution pour harmoniser les rapports humains dans un contexte où les avancées technologiques remettent en cause des valeurs fondamentales. Les éthiciens brassent la cage et invitent les sociétés à s'interroger sur des problèmes contemporains majeurs.

RÉGINALD HARVEY

Margaret Somerville fait partie du monde de l'éthique, dont elle est une personnalité reconnue sur la scène nationale et internationale. Elle enseigne à la faculté de médecine de l'université McGill; elle a aussi fondé et dirige toujours le McGill Center for Medicine, Ethics and Law du même établissement, tout en ayant le titre de Samuel Gale Professor of Law.

Elle situe la problématique globale de la bioéthique, un domaine en pleine expansion dont elle est devenue une spécialiste, dans un monde où la science et les technologies médicales n'ont de cesse d'évoluer à grands pas: «Je commence à penser ou je crois vraiment que le problème majeur est associé à plusieurs de nos réalités, ce qui inclut particulièrement les nouvelles sciences, auxquelles il faut conserver ce que j'appellerai leur contexte moral.» Elle en veut pour preuve l'avortement, qui a été dissocié de tout cet environnement moral.

## Éthique et respect de l'humain

Au sujet de l'avancement de la science, elle croit que cet aspect moral est en train de se perdre: «En ce moment, on assiste à cette décision majeure, qui a été prise récemment en Angleterre, de croiser des embryons animaux avec des embryons humains. Si on examine cette question sous un angle purement scientifique, c'est enthousiasmant, et on pourrait découvrir une tonne de nouvelles choses; on pourrait par exemple faire des progrès incroyables concernant des pathologies redoutables. S'il n'en tient qu'à cela, alors, allons-y!»

Elle émet toutefois une sérieuse réserve: «Je pense qu'on a négligé

de réfléchir sérieusement à l'aspect moral de ce croisement entre les deux types d'embryons. On ne s'est pas arrêté à ce qu'il y a de spécial à être une personne humaine, à ce que nécessite le respect de l'être humain par rapport à l'espèce animale, malgré toute la considération que j'ai envers les animaux. Alors, quand on perd cette approche morale autour de cette science en émergence, il devient très difficile de poser des limites sur celle-ci et il est certainement encore plus difficile d'y arriver d'un point de vue éthique.»

Elle enchaine en abordant le problème sous cet aspect: «Ce n'est pas parce qu'on n'est pas religieux qu'on ne doit pas rechercher le sens moral et éthique de ce qu'on fait; dans le cas contraire, on va finir par exister dans un monde où une personne raisonnable ne voudrait pas vivre.» Voilà ce qui l'inquiète davantage, et elle a déjà couché ses idées à ce sujet dans deux ouvrages. Elle formule cette proposition: «Essayons d'en arriver à produire ce que j'appelle une éthique partagée. Maintenant, je voudrais être très claire à ce sujet: je ne veux absolument pas dire que tout le monde doit donner son consentement pour tout. A tout le moins, essayons d'obtenir l'accord du plus grand nombre de personnes possible, de faire l'effort d'en arriver là pour, premièrement, intéresser le plus grand nombre de gens à l'importance de l'éthique.»

Elle poursuit dans la même veine: «Deuxièmement, cela importe non seulement dans l'immédiat, ce qui serait du pur pragmatisme, mais il faut penser à ce que sont nos obligations pour préserver notre humanisme, la vie humaine et plus particulièrement celle-ci. Si on autorise le croisement des embryons humains et des embryons animaux maintenant,

dans cinq générations où en serons-nous rendus?» L'éthicienne se montre vraiment passionnée par toute cette problématique.

A la suite de quoi, Mme Somerville repère certains centres d'intérêt actuels et futurs en matière d'éthique. Au nombre de ceux-ci figure la «reprogénétique», qui est la combinaison entre la technologie de reproduction, la biologie moléculaire et la génétique: «Il y a là un gigantesque défi à relever.» Les nanotechnologies et le bioterrorisme, sur lequel elle prononcera une conférence en Suède après le congrès de Vancouver, entrent aussi dans le champ des préoccupations futures.

## Les défis et le congrès

Après avoir rappelé que les transplantations d'organes représentaient le sujet de l'heure dans le domaine de l'éthique dans les années 1970, elle se penche maintenant sur le futur qui se pointe déjà: «On devra se tourner à nouveau du côté de la reconnaissance de certaines choses pour lesquelles on n'a pas réglé le volet éthique dans le passé. A ce titre, le meilleur exemple est celui de l'euthanasie; il n'y a rien de nouveau à ce propos, dans le sens qu'on aurait toujours pu la pratiquer.»

Le débat refait surface à ce sujet, non pas à cause des progrès scientifiques mais parce que les valeurs des gens ont changé au sujet de cette épineuse question. Quant aux autres défis rencontrés en éthique, ils reposent essentiellement sur les avancées scientifiques en présence, selon cette dernière. Entre autres, les progrès dans le domaine de la génétique pourraient élargir le fossé, qui est déjà énorme, entre riches et pauvres.

Margaret Somerville se tourne par la suite vers le congrès de Vancouver, qui lui fournira l'occasion d'entretenir ses collègues en matière d'éthique en milieu universitaire et dans la société en général. Sa conférence porte le titre imagé de «Bird On An Ethics Wire». Margaret Somerville définit le thème de son discours: «Il sera question de l'éthique par-delà les frontières: un voyage aux limites des va-



SOURCE UNIVERSITÉ MCGILL

Margaret Somerville enseigne à la faculté de médecine de l'université McGill.

leurs qui nous divisent. Quand je prononce une conférence, dans un premier temps je parle des valeurs de la société. Je me suis arrêtée et j'ai réfléchi aux frontières, aux idées et aux valeurs dont j'allais parler.»

Elle explique l'image de l'oiseau sur un fil accompagné de quelques congénères: «Cet oiseau, regardant complètement dans une autre direction que les autres, se situe à contre-courant de ceux-ci, qui semblent se complaire dans cette situation. Ces derniers lui demandent: "Est-ce qu'on peut en discuter?" Je m'associe de très près avec l'oiseau qui tourne le dos aux autres, parce que je sens souvent que c'est ce que je fais.»

Elle en fournit un exemple: «Récemment, j'ai accepté une invitation pour laquelle on s'était entendu sur tous les détails et, à trois occasions, j'ai été contrainte d'annuler ma participation. Et, dans ce cas, il m'a été demandé de me prononcer clairement contre l'avortement. J'ai donc refusé d'intervenir.» En d'autres circonstances, elle présume avoir été évincée d'une importante tribune à cause de sa vision différente des choses. Là où elle travaille, à McGill, elle a vécu différents incidents, dont l'un d'eux s'est produit il n'y a pas longtemps: elle s'est retrouvée encore une fois dans l'impossibilité de parler d'avortement dans une salle

de cours. Elle s'indigne d'un tel geste en milieu universitaire.

Finalement, Mme Somerville abordera deux autres sujets devant les participants au congrès de Vancouver: il sera question des droits humains des enfants et des changements climatiques, dans une optique d'éthique.

«Bird On An Ethics Wire» sera présenté le mardi 3 juin, de 12h55 à 13h20, au Hebb Theatre. Une discussion animée par des experts suivra la présentation.

Collaborateur du Devoir

## Les traductrices anglaises de la Renaissance

# Des femmes se sont donné le droit de parole

*« En Angleterre, à la Renaissance, la traduction avait un rôle idéologique très important »*

Contribuer à la culture littéraire, politique et religieuse, voilà le rôle des traductrices anglaises de la Renaissance. Experte en la matière, Brenda Hosington fait le point.

CLAIRE HARVEY

Dans une entrevue accordée au *Devoir* depuis Londres, Mme Hosington souligne l'importance de la traduction en Angleterre lors de la Renaissance. «La traduction a fait découvrir les textes classiques à un vaste public anglais, alimenté les débats religieux et rendu accessibles les œuvres populaires.» L'ex-professeure de traduction et de littérature anglaise du Moyen Âge et de la Renaissance, à l'Université de Montréal, poursuit actuellement des travaux en vue de publier un livre sur les traductrices anglaises de la Renaissance. Elle est l'auteure de nombreux articles et ouvrages sur ce sujet, dont plusieurs ont gagné des prix.

## Une activité « féminine » ?

Selon elle, entre les années 1500 et 1660, les femmes ont joué un rôle certain en matière de traduction, mais celui-ci a souvent été occulté. «Par exemple, certains critiques ont dit que la traduction était idéale pour les femmes parce que c'était une activité secondaire, voire dégradante, passive et silencieuse. D'autres ont affirmé que les traductions religieuses étaient beaucoup plus nombreuses que les traductions populaires et les compositions. D'autres encore ont signalé que les femmes traduisaient de manière plus littéraire que les hommes. Enfin, on a dit que les langues classiques étaient peu étudiées par les femmes et que, par conséquent, la grande majorité des traductions portaient sur des originaux écrits en l'une des langues européennes courantes» (à l'époque, le français, l'italien, l'espagnol, l'allemand et l'écosais faisant partie des langues européennes vernaculaires).

Tout cela est faux, de l'avis de Mme Hosington, qui a également été présidente de la Société canadienne pour les études de la Renaissance. «La traduction n'était pas perçue comme une activité dégradante et féminine, dit-elle. En témoignent notamment les paratextes (dédicaces, préfaces et notes, etc.) dans les textes traduits par les hommes. Ceux-ci donnent, entre autres, leur point de vue sur l'utilité de leur travail ou sur la religion.»

La traduction n'était pas non plus une activité passive et modeste. «Pour traduire un texte, il faut l'interpréter et le recréer en le réécrivant, ajoute l'experte. Le traducteur peut donc laisser sa marque.» Les travaux de Mme Hosington indiquent également qu'il n'y a pas une énorme différence entre le nombre de traductions religieuses et le nombre de traductions populaires, soit 32 comparativement à 22. De même, la façon dont les femmes anglaises traduisaient ressemblait à celle de leurs homologues masculins. «Certaines traductrices demeuraient très près du texte original, mais d'autres prenaient des libertés en ajoutant ou en enlevant des éléments. Quelques-unes, comme les traducteurs masculins de l'époque, faisaient allusion à leurs méthodes de traduction dans les paratextes.»

Enfin, pour l'ex-professeure, l'ensemble des ouvrages traduits à cette époque représente la variété des ouvrages produits en Europe. «S'il est vrai que ceux écrits en une des langues européennes courantes sont plus nombreux que ceux écrits en grec ou en latin, on n'en compte qu'une trentaine de plus. Peut-on parler d'une "grande majorité"?», s'interroge-t-elle.



Catherine Parr et Élisabeth I<sup>re</sup>, avant d'être reines, l'une comme épouse d'Henri VIII et l'autre en titre, se firent d'abord connaître comme traductrices vers l'anglais d'œuvres classiques.

## Les traductrices

Les travaux de Mme Hosington ont porté sur une trentaine de traductrices anglaises. Education oblige, la majorité d'entre elles étaient aristocrates ou faisaient partie de la haute bourgeoisie. Parmi celles-ci, on trouve quatre reines: Margaret de Beaufort, Catherine Parr, Marie Tudor et Élisabeth I<sup>re</sup>. Cependant, il y avait aussi des religieuses ainsi que des femmes provenant de la petite noblesse ou d'une famille humaniste. C'est notamment le cas de Margaret Roper et Mary Basset, respectivement la fille et la petite-fille de l'humaniste Thomas More. Seulement deux traductrices — Susan Du Verger et Margaret Tyler — étaient d'origine modeste.

Ces femmes ont réalisé cette activité à différentes périodes de leur vie. Certaines ont traduit des textes lorsqu'elles étaient de jeunes ado-

lescentes. «À ce chapitre, la princesse Elisabeth, Elisabeth Carey et Joanna Lumley font figure de véritables prodiges», note la chercheuse. D'autres ont attendu d'avoir 20 ans, 30 ans ou 50 ans. Certaines avaient des buts religieux. Ainsi, 21 d'entre elles voulaient promouvoir leur religion, soit 10 protestantes et 11 catholiques. Leur idéologie s'est reflétée dans leurs traductions. «Par exemple, Margaret de Beaufort, une catholique très pieuse, a probablement trouvé de l'aide dans les textes sacrés, explique-t-elle. C'est pour cela qu'elle voulait les rendre accessibles. Margaret Roper, une icône de la Renaissance en Angleterre, poursuivait sans doute le même but.» Parfois aussi, elles censuraient carrément le texte original. «Par exemple, une protestante a enlevé tout ce qui a trait au catholicisme dans un traité», ajoute-t-elle.

Que les textes soient religieux ou



ARCHIVES LE DEVOIR

non, les traductrices avaient des champs d'intérêt variés. Elles dédiaient souvent leur traduction à des personnages importants dont elles recherchaient la protection. Dans les préfaces, elles présentaient l'ouvrage, le sujet et l'auteur. Dans certains cas, il y avait aussi des notes sur les difficultés posées par la traduction. D'autres personnalisait beaucoup les textes qu'elles traduisaient, quitte à s'éloigner encore une fois de l'original. Ainsi, Margaret de Beaufort traduisait notamment «on» par «je», expose la chercheuse. Quand elle parle des pécheurs, elle ajoute des adjectifs pour mettre l'accent sur le péché. Elle exagère aussi la portée de certaines phrases. Le texte est écrit par un catholique, mais c'est le sens profond que la traductrice donne au péché qui disparaît.

Et de conclure l'experte: «On a eu tendance à dire que les femmes traduisaient notamment parce

qu'elles n'avaient pas le droit d'écrire. Je pense qu'elles ne le voyaient pas ainsi. Par exemple, Margaret Tyler a notamment fait des commentaires sur le statut de la femme dans une préface. Elle se demandait pourquoi les femmes n'avaient pas le droit d'écrire et de traduire des romans. En Angleterre, à la Renaissance, la traduction avait un rôle idéologique très important.» Cet exercice permettait aux femmes, en fait, d'avoir voix au chapitre.

Brenda Hosington présentera «Weaving the (intertextual) web: English Women's Translations of French and Italian Male-Author Texts» à la Société canadienne d'études de la Renaissance, le dimanche 1<sup>er</sup> juin à 14 heures, dans l'édifice Buchanan.

Collaboratrice du Devoir

BIBLIOGRAPHIE, GÉRONTOLOGIE, FOLKLORE, SCIENCE POLITIQUE, ADMINISTRATIVE, NOMS, CINÉMATOGRAPHIE, PSYCHOLOGIE, ÉTUDES SOCIALISTES, PATRISTIQUES, MUSIQUE, SOCIOLOGIE, RELATIONS INDUSTRIELLES, D'ABORIGINAL STUDIES, GÉRONTOLOGIE, THÉÂTRE, COMMUNICATIONS, SOCIALIST STUDIES, ANGLAIS, HISTOIRE, GÉOGRAPHIE, FINE ARTS, ÉTHIQUE, DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL, ENVIRONNEMENT, POPULATION, LINGUISTIQUE, LITTÉRATURE, RELIGION, PATRISTIQUE, DISABILITY STUDIES, THÉÂTRE, LEISURE, GÉOGRAPHIE, PSYCHOLOGIE, PHILOSOPHIE, ESTHÉTIQUE, DROIT, ÉDUCATION, ÉTUDES SECTORIELLES, THÉOLOGIE, SCIENCE POLITIQUE, ONOMASTIQUE, LEARNED JOURNALS, HISTOIRE, INTERNATIONAL DEVELOPMENT, ALIMENTATION, REVUES SAVANTES, SOCIÉTÉ, HUMANITÉS NUMÉRIQUES, INDUSTRIAL RELATIONS, SOCIÉTÉ, REGIONAL SCIENCE, ÉTUDES SUR LE HANDICAP, MUSIQUE, ANTHROPOLOGIE, DIGITAL HUMANITIES, CRIMINOLOGIE, AESTHETIC, ÉTUDE DES POPULATIONS, BIBLIOGRAPHIE, DANSE, LINGUISTICS, LANGUES, AREA STUDIES, LOISIRS, TRADUCTION, ANTHROPOLOGIE, LITTÉRATURE, CULTURE, SCIENCE RÉGIONALE, LANGUAGES, PHILOSOPHIE, LAW, POLITIQUES PUBLIQUES, FILM, SOCIOLOGIE, CLASSICS, THÉOLOGIE, FÉMINISTES, PUBLIC POLICY, ÉCONOMIE, AUTOCHTONES, HUMAN RIGHTS, ECONOMICS, TRAVAIL SOCIAL, CLASSIQUES, TRANSLATION, SOCIAL WORK, BEAUX-ARTS, ENVIRONNEMENT, ENGLISH, WOMEN, ÉDUCATION, ETHICS.

Les sciences humaines  
Elles nous rendent humains.



Canadian Federation for the  
Humanities and Social Sciences  
Fédération canadienne  
des sciences humaines

# Prochains Congrès

La Fédération canadienne des sciences humaines  
et les universités hôtes suivantes ont le plaisir  
d'annoncer leur partenariat lors des futurs  
Congrès des sciences humaines :

2009 — Carleton University, Ottawa



2010 — Université Concordia, Montréal



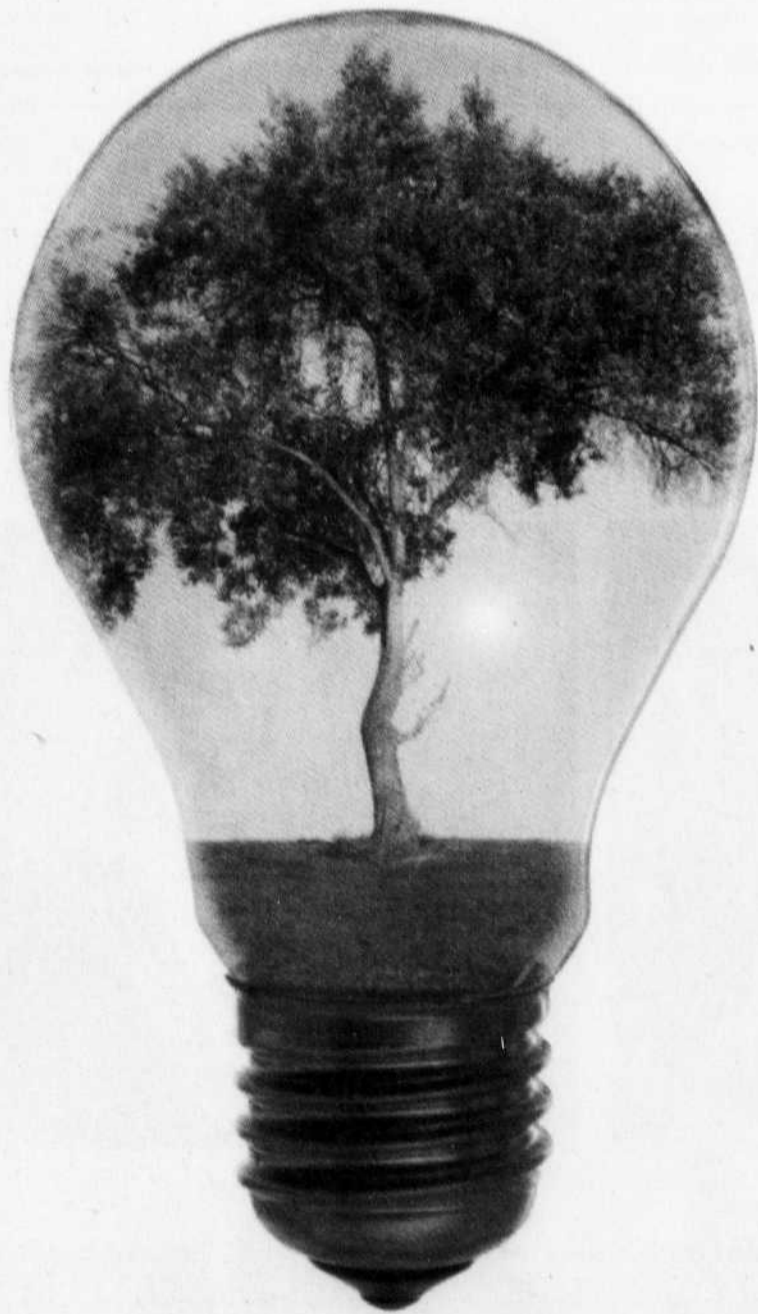
2011 — University of New Brunswick &  
St. Thomas University, Fredericton



2012 — Wilfrid Laurier University &  
University of Waterloo, Waterloo



Wilfrid Laurier University



Où les idées  
prennent  
**racine** Base de  
données pour les  
sociétés savantes

www.fedcan.ca

automne 2008

Félicitations

à nos lauréats

des Prix du

livre savant

2006-2007

Programme d'aide  
à l'édition savante  
(613) 238-6112,  
poste 350



Fédération canadienne  
des sciences humaines  
Canadian Federation for the  
Humanities and Social Sciences

www.fedcan.ca

Prix Raymond-Klibansky



**Élyse Dupras**

*Diabes et saints : rôle des diables dans  
les mystères hagiographiques français*

Librairie Droz, 2006

Prix Jean-Charles-Falardeau



**Marie-Aimée Cliche**

*Maltraiter ou punir? La violence envers les enfants  
dans les familles québécoises, 1850-1969*

Les Éditions du Borel, 2007

Raymond Klibansky Prize



**Daniel Coleman**

*White Civility: The Literary Project  
of English Canada*

University of Toronto Press, 2006

Harold Adams Innis Prize



**José E. Igartua**

*The Other Quiet Revolution: National  
Identities in English Canada*

UBC Press, 2006